



Communiqué de presse émis par :

**Secrétariat du Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales et des Autorités
Monétaires Arabes**

Journée Arabe pour l'Inclusion Financière - 27 avril 2022

**Sous le thème : «Importance de la responsabilité sociale des institutions financières et
bancaires dans l'amélioration de l'inclusion financière»**

Appel à :

**Sensibilisation à la notion de responsabilité sociale des institutions bancaires et
financières et aux fondamentaux de la finance durable**

**Adoption des mesures qui encouragent l'inclusion de la responsabilité sociale et
environnementale dans les politiques publiques visant les institutions bancaires et
financières**

**Développement des mécanismes et des outils de mesure de la performance sociale des
institutions bancaires et financières**

**Renforcement de la confiance des consommateurs envers la responsabilité sociale des
institutions bancaires et financières**

**Lancement des programmes de responsabilité sociale pour les institutions bancaires et
financières et leur traduction dans des rapports périodiques**

**Incitation des institutions bancaires et financières à développer des services et des
produits qui renforcent la responsabilité sociale**

**Ciblage des catégories exclues financièrement en adoptant des politiques appropriées de
crédit**

La question de l'amélioration de l'accès à la finance et aux services financiers dans les pays arabes fait l'objet d'une grande attention de la part du Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales et des Autorités Monétaires Arabes, en reconnaissance des opportunités potentielles et importantes qui peuvent être réalisées en améliorant l'inclusion financière pour soutenir le développement économique inclusif et durable, relever les défis du chômage, et parvenir à l'égalité. Il ne fait aucun doute que les répercussions et les défis pour le secteur bancaire et financier à ce stade de reprise soulignent clairement le besoin urgent de renforcer la finance durable et la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires au service du développement durable.



Dans ce contexte, l'application des normes environnementales, sociales et de gouvernance édictées par les Nations Unies fait l'objet d'une attention accrue de la part de la communauté internationale et des institutions financières régionales et internationales. Les banques centrales arabes réalisent la grande importance de promouvoir la responsabilité sociale et environnementale, alors qu'elles cherchent à développer des structures qui aident à adopter et à mettre en œuvre ces normes par leurs institutions financières et bancaires. Le Fonds Monétaire Arabe intensifie également ses efforts en publiant plusieurs études, rapports et principes directeurs pour contribuer à résoudre les problèmes prioritaires, notamment en termes de renforcement de la finance durable et de la responsabilité sociale dans la région arabe.

Dans ce contexte, le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales et des Autorités Monétaires Arabes a envisagé de célébrer la « Journée Arabe pour l'Inclusion Financière », qui se tient le 27 avril de chaque année, sous le thème : « **Importance de la Responsabilité Sociale des Institutions Financières et Bancaires dans l'Amélioration de l'Inclusion Financière** » pour les événements de 2022. Dans ce contexte, il convient de souligner, en outre, l'importance d'adopter une stratégie de responsabilité sociale visant à poursuivre le développement et l'autonomisation des membres de la communauté dans la région arabe, soutenir le secteur financier et bancaire pour renforcer l'impact de la responsabilité sociale sur l'inclusion financière, adopter des outils et des mécanismes appropriés pour vérifier l'inclusion de la responsabilité sociale et environnementale dans les stratégies et les politiques des institutions financières, et vérifier les progrès des indicateurs à cet égard et les mettre en évidence dans les rapports périodiques élaborés par ces institutions. Les banques centrales et les autorités monétaires arabes tiennent à soutenir les efforts de la communauté internationale pour accroître la finance durable et l'inclusion financière. Au premier plan vient le soutien à la mise en œuvre des objectifs de développement durable édictés par les Nations Unies et leur lien étroit avec les questions de responsabilité sociale et environnementale, et le soutien aux efforts du Groupe des Vingt (G20), qui a adopté le pilier de l'inclusion financière comme l'un des principaux piliers pour soutenir les objectifs de développement durable et renforcer la stabilité financière. Le G20 accorde une attention particulière au soutien de l'accès des jeunes, des femmes et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) aux services financiers, ainsi qu'à la sensibilisation et à l'éducation financière communautaire qui améliorent le succès des efforts et des politiques à cet égard.



Compte tenu de l'importance accrue des enjeux de promotion de la responsabilité sociale et environnementale dans les services financiers, le Conseil apprécie les activités incluses dans l'« Initiative d'Inclusion Financière pour la Région Arabe » (IIFRA), qui se concentrent sur la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires à accroître l'inclusion financière en 2022, et l'attention que les institutions partenaires dans IIFRA portent pour renforcer la prise de conscience de la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires et appliquer les fondamentaux de la finance durable, et soutenir la confiance des consommateurs dans la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires. Dans ce contexte, mesures prises par les autorités monétaires et financières des pays arabes pour faire progresser la responsabilité sociale et environnementale des institutions financières et bancaires doivent être saluées pour favoriser la transition vers une finance durable basée sur la prise en compte des risques environnementaux résultant du changement climatique lors de la formulation des objectifs financiers et monétaires.

Dans un contexte connexe, les pays arabes s'efforcent d'élaborer et d'intégrer des plans d'action nationaux qui contribuent à renforcer la responsabilité sociale et environnementale des institutions financières et bancaires et à soutenir le développement économique pour parvenir à une croissance inclusive et durable. Se félicitant, à cet égard, de l'adoption par certaines banques centrales dans la région arabe des principes directeurs émis par le Fonds Monétaire Arabe sur « **Les Banques Centrales Doivent Faire Face à l'Impact des Catastrophes Naturelles et du Changement Climatique sur le Système Bancaire et la Stabilité Financière** ».

Il convient de noter l'intérêt du « Groupe de Travail Arabe sur l'Inclusion Financière » pour les questions liées à la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires et son importance dans l'amélioration de l'inclusion financière, et son rôle dans l'élaboration de politiques et de procédures liées à la promotion de l'inclusion financière et étudier les moyens d'améliorer ses indicateurs, l'aide des pays arabes à appliquer les normes et principes internationaux, et le renforcement de la coopération entre les différentes institutions et autorités nationales concernées par les questions d'inclusion financière et entre elles et les institutions internationales compétentes.



Il ne fait aucun doute qu'il est nécessaire de continuer à travailler pour améliorer les indicateurs d'inclusion financière, et les statistiques récentes publiées par la Banque Mondiale reflètent les efforts des pays arabes pour améliorer l'accès aux services financiers. Ces statistiques révèlent que le pourcentage de la population masculine adulte dans les pays arabes qui a accès au financement formel et aux services financiers a augmenté, en moyenne, à 48 pour cent, 26 pour cent pour les femmes, et 28 pour cent pour les groupes à faible revenu. Bien que ces statistiques cachent des disparités à cet égard entre les sexes et les pays arabes, elles mettent encore en évidence les grandes opportunités potentielles - en particulier pour les institutions financières et bancaires - qui peuvent être exploitées pour soutenir l'accès aux services financiers dans les communautés arabes en renforçant la responsabilité sociale de ces dernières institutions et groupes cibles qui ne sont pas financièrement inclus grâce à l'adoption de politiques appropriées. Dans ce contexte, il convient de noter les efforts des pays arabes qui ont mis en œuvre les enquêtes statistiques dans le domaine de l'inclusion financière, et de souligner l'importance de suivre sa mise en œuvre par les autres, ce qui contribue à améliorer la qualité des indicateurs de l'inclusion financière selon les circonstances de chaque pays.

L'importance de la finance durable dans l'élargissement de la base de financement et la permission à toutes les catégories de la communauté, en particulier les jeunes, les femmes, les entrepreneurs et le secteur des MPME, qui constitue entre 90 et 99 pour cent du nombre total d'entreprises opérant dans le secteur formel, contribue à environ 45 pour cent du PIB et fournit à environ un tiers de la main-d'œuvre du secteur formel dans la région arabe, d'accéder au financement de manière appropriée et proportionnelle à leurs besoins et capacités, ce qui conduit finalement à l'amélioration des conditions de vie, contribuant ainsi à parvenir à une croissance économique inclusive et durable. Les banques centrales et les autorités monétaires arabes ont hâte de continuer à améliorer les indicateurs de financement pour toutes les catégories communautaires, car les enquêtes révèlent que le taux d'emprunt des adultes auprès des institutions financières formelles dans la région arabe a atteint 5 pour cent, alors qu'il a atteint 9 pour cent dans les pays en développement, et 11 pour cent dans le monde. Dans ce contexte, et conformément à ces indicateurs, il convient de considérer l'importance de prendre les mesures nécessaires pour accroître l'emprunt auprès des institutions financières et bancaires formelles, dans le but de limiter le financement auprès des acteurs informels.



Dans ce contexte, il convient de noter que les ministères concernés en particulier ceux de l'éducation, de la culture, de l'enseignement supérieur, de l'économie solidaire et de la communication des pays arabes peuvent contribuer à renforcer les efforts de diffusion et d'approfondissement de la culture d'accès des individus et des entrepreneurs aux sources de financement fournies par les institutions financières et bancaires formelles, évitant ainsi les risques de financement par des entités informelles.

Dans le cadre des efforts déployés par les banques centrales, les banques commerciales, et les institutions financières au cours des dernières années, pour célébrer la « Journée Arabe pour l'Inclusion Financière » et pour bien organiser les activités et les événements de cette journée, ce qui a contribué à l'éducation financière parmi toutes les catégories communautaires, il est important d'intensifier les événements connexes et d'élargir la portée de la participation communautaire, en mettant en œuvre des événements et des activités qui renforcent la connaissance des normes sociales et environnementales et des enjeux de la finance durable et verte. Les banques centrales et les autorités monétaires arabes fédèrent la participation des autres autorités de contrôle, telles que les ministères des finances, les autorités du marché des capitaux, les autorités de contrôle des assurances, les associations des banques, et toutes les institutions financières, bancaires et d'investissement, à la célébration des événements de la « Journée Arabe pour l'Inclusion Financière » en 2022.

A cette occasion, le Directeur Général et Président du Conseil d'Administration du Fonds Monétaire Arabe, S.E. Dr. Abdulrahman Al-Hamidy a souligné l'importance et le rôle de l'inclusion financière pour relever les défis économiques qui affectent la croissance économique, en mobilisant des ressources pour augmenter les investissements et créer de nouvelles opportunités d'emploi. Dr. Al-Hamidy a également salué l'attention croissante accordée aux questions liées à l'amélioration de l'inclusion financière par les décideurs des pays arabes, ce qui aiderait à relever les défis de la pauvreté, du chômage et de la justice sociale. Il a ensuite salué les efforts des banques centrales et des autorités monétaires arabes pour donner la priorité aux questions de promotion de l'inclusion financière et de l'accès à des services financiers de qualité à des coûts raisonnables.



Dr. Al-Hamidy a également félicité les gouverneurs pour avoir accordé une importance et une priorité appropriées à ces questions dans le cadre de leurs politiques économiques, sensibilisé à la responsabilité sociale des institutions financières et bancaires, diffusé la culture de la finance durable dans le secteur bancaire, profité des nouvelles technologies financières dans la fourniture de services financiers, élaboré de législations et de réglementations qui contribuent à améliorer la diffusion des services financiers et bancaires et à encourager l'innovation dans ce domaine, suivi des efforts visant à développer des systèmes d'infrastructure financière et bancaire pertinents, encouragé l'expansion des services financiers non bancaires services en élaborant des politiques et des programmes qui améliorent la transparence des transactions financières et bancaires, et exhorté les institutions financières et bancaires à développer des services et des produits qui renforcent la responsabilité sociale et environnementale. Enfin, Dr. Al-Hamidy a remercié les banques centrales, les institutions financières et bancaires, et les associations de banques des pays arabes pour leurs efforts dans le lancement des activités à l'occasion de la « Journée Arabe pour l'Inclusion Financière », et l'importance qu'elles représentent dans l'atteinte des objectifs souhaités de l'événement.